

Fabrice Bensimon et Judith Lyon-Caen

Introduction

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Fabrice Bensimon et Judith Lyon-Caen, « Introduction », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 29 | 2004, mis en ligne le 29 juin 2005. URL : <http://rh19.revues.org/index912.html>

DOI : en cours d'attribution

Éditeur : Société d'histoire de la révolution de 1848

<http://rh19.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://rh19.revues.org/index912.html>

Document généré automatiquement le 26 janvier 2012. La pagination ne correspond pas à la pagination de l'édition papier.

Tous droits réservés

Fabrice Bensimon et Judith Lyon-Caen

Introduction

Pagination de l'édition papier : p. 5-10

- 1 Parce qu'il s'agit de rendre compte de l'actualité de la recherche dix-neuviémiste, la composition d'un numéro *Varia* procède toujours d'un cheminement tortueux et promet le résultat le plus hétéroclite. Et pourtant, une fois les articles rassemblés, des correspondances apparaissent, qui ne sont pas le fruit du hasard, mais reflètent des champs d'étude et des questionnements partagés par une communauté d'historiens. En dépit de la diversité des origines, des sensibilités historiographiques ou des ancrages générationnels des chercheurs dont les articles sont ici réunis, trois axes thématiques peuvent être dégagés : la question du local et du national, qui est aussi celle du rapport Paris/Province dans la France du XIX^e siècle ; les modalités de la politisation de la société, dans leurs liens avec la diffusion d'une culture de l'imprimé, au détriment du geste ou de la parole ; enfin, les procédures de mise en ordre des espaces et des pratiques sociales dans la société urbaine et industrielle.
- 2 Partons de l'article de Stéphane Gerson, « L'État français et le culte malaisé des souvenirs locaux, 1830-1870 », qui reprend certains aspects d'un travail important publié aux États-Unis sous le titre *The Pride of Place : Local Memories and Political Culture in Nineteenth-Century France*¹. Contre la vision d'une France jacobine écrasant les identités locales, l'auteur montre comment les gouvernements de la Monarchie de Juillet et du Second Empire ont promu le « pays » et ses spécificités culturelles en encourageant notamment les élites locales, via le réseau des sociétés savantes, à étudier, à ressusciter les traditions et le passé local. D'où une abondante production historiographique, centralisée et coordonnée à Paris par le Comité des travaux historiques, fondé en 1834 et émanant du ministère de l'Instruction publique. Il s'agissait de rapprocher l'État et la société civile, de fortifier les élites locales, d'en faire les appuis du gouvernement tout en les détournant des passions politiques ; en somme « de politiser et de dépolitiser la société française » par la voie de ses élites. Stéphane Gerson souligne les ambiguïtés, les hésitations et les contradictions de cette politique : fallait-il encadrer la production intellectuelle des sociétés savantes ou laisser se développer les initiatives locales ? Ne risquait-on pas, dans ce cas, d'encourager l'esprit de clocher au détriment de l'unité nationale ? L'auteur propose ici nombreuses pistes de réflexion, qui renvoient à la formation des identités et des représentations régionales au XIX^e siècle, à la socio-histoire de l'État ainsi qu'à l'histoire des pratiques historiographiques et de la constitution de la science historique.
- 3 Ce travail sur le culte des souvenirs locaux éclaire, sous un angle inédit, le problème de la politisation de la société française au XIX^e siècle. Cette question est au cœur des articles de Fabrice Erre et de François Jarrige. Leurs objets sont différents, mais tous deux traduisent l'intérêt désormais porté à la culture politique de l'imprimé, culture qui s'affirme et se diffuse dans le second tiers du XIX^e siècle. Le travail de Fabrice Erre sur « les discours politiques de la presse satirique » sous la Monarchie de Juillet incite à revenir sur les conditions d'émergence de la « civilisation du journal ». Chacun garde en mémoire la caricature de Louis-Philippe en poire lancée dans le *Charivari* par le journaliste Charles Philippon en 1831. La postérité de ce portrait-charge témoigne bien du rôle joué dans l'espace public par cette presse satirique aux tirages pourtant modestes. L'inventivité littéraire et graphique des équipes dirigées par Philippon y contribua sans doute beaucoup, ainsi que l'essor de l'industrie de la reproduction d'images. La contribution de Fabrice Erre permet ici de comprendre la production du discours satirique, dans le va-et-vient constant entre l'écriture et le dessin ainsi que dans la surenchère à laquelle se livrent ces journaux, qui n'appartiennent pas tous au même bord politique. Car la Monarchie de Juillet, dans sa période de liberté de la presse jusqu'en 1835, a connu des journaux politiques satiriques proches de l'opposition comme du pouvoir ; en étudiant la réception de l'attentat manqué contre Louis-Philippe en novembre 1832, l'auteur montre

comment, au fil du temps, les journaux satiriques proposent au public une interprétation satirique mais cohérente et engagée de la vie politique.

- 4 L'imprimé politique est également central dans l'article de François Jarrige, qui revient dans ce numéro sur un point connu [mais trop peu étudié] de l'historiographie quarante-huitarde : la campagne de pétitions contre la restriction du suffrage universel masculin en mai 1850 (loi Baroche). Cette « barricade de papiers » constitua « la plus importante mobilisation de l'opinion dans la première moitié du XIX^e siècle » : l'auteur étudie l'émergence du projet pétitionnaire et le contenu de la protestation, la diffusion des pétitions sur le territoire, les modalités et les espaces de la collecte des signatures. Il propose ainsi une géographie de l'opinion démocratique à l'heure de la « réaction conservatrice ». Moins influencés par les notables, et plus souvent inscrits dans des réseaux républicains, les citoyens représentent la grande majorité des signataires ; mais des départements ruraux, pourtant moins touchés par la loi, apportent également de forts contingents, illustrant ainsi l'analyse faite par Raymond Huard du caractère résolument politique, et non simplement défensif, des pétitionnements ². Ce travail donne à François Jarrige l'occasion de réfléchir aux enjeux d'une telle mobilisation politique : au lieu de se situer dans la perspective classique de la « politisation des masses », il déplace le questionnement du côté des appropriations locales de la pétition. Chaque étude de cas fait apparaître combien l'irruption de la pétition dramatise des divisions locales préexistantes et contribue à reconfigurer les « relations sociales intra-communautaires » : manière d'observer, comme chez Stéphane Gerson, les modalités de la fabrique des identités locales au contact d'initiatives venues du centre mais appropriées et interprétées en fonction d'enjeux locaux.
- 5 François Jarrige souligne, au terme de son article, combien cette campagne de pétitions reflète la mutation fondamentale des rapports au politique au milieu du XIX^e siècle : face à la « délégitimation de la culture des armes » après les journées révolutionnaires de 1848, étudiée par Louis Hincker ³, « l'exercice de la citoyenneté se replie dans les formes pacifiées de l'écrit ». La grande presse nationale joue ici un rôle de premier plan : c'est le modèle de pétition proposé par *La Presse* et rédigé par son directeur, Émile de Girardin, qui est le plus largement recopié et diffusé sur le territoire. L'unification de « l'espace public national » ainsi que ce recours à la protestation écrite traduisent le nouveau statut d'une presse à la diffusion élargie, qui ambitionne d'être non pas seulement la voix d'un parti, mais l'instrument même de médiation du débat collectif ⁴.
- 6 Alors que Fabrice Erre, Stéphane Gerson et François Jarrige s'intéressent surtout aux décennies centrales du XIX^e siècle, les articles de Stéphanie Sauget, Alain Cottreau et Robert Beck sont davantage tournés vers sa seconde moitié. Ils dessinent également un ensemble d'interrogations qui ont trait à la mise en forme, et en ordre, de l'espace urbain et de la société industrielle. Tous, à leur manière, posent la question de la modernité. Modernité des espaces et des transports urbains tout d'abord, avec l'article de Stéphanie Sauget sur la surveillance des gares parisiennes et l'étude d'Alain Cottreau sur les batailles pour la création du Métro parisien. Stéphanie Sauget montre comment la gare posa dès 1837 [date d'ouverture de la première gare parisienne, la gare Saint-Lazare] d'inédits problèmes de police. De qui relève le territoire de la gare ? De la police parisienne, en tant que morceau d'espace public concédé à des compagnies ferroviaires, ou de ces compagnies, qui y construisent des bâtiments et organisent l'accueil et le transport des voyageurs ? Stéphanie Sauget retrace ici le cheminement aboutissant, sous le Second Empire, à la création d'une police des gares, dirigée par des commissaires affectés spécifiquement aux grandes gares parisiennes et dotée d'agents de police plus mobiles et conscients des problèmes spécifiques posés par la gare (population flottante, nouvelles possibilités de fuite...). « Une nouvelle culture technique de la surveillance » prit alors son essor ; policiers et agents des compagnies (chefs de gares, ingénieurs de contrôle) contribuèrent, parfois non sans conflits, à quadriller et ordonner l'espace de la gare, à organiser et rationaliser les flux de voyageurs.
- 7 La production de l'espace urbain « moderne » met ainsi en scène une pluralité d'acteurs, aux intérêts et aux cultures diverses, que l'on retrouve dans les batailles qui précédèrent la création

du Métro parisien, tout au long de la seconde moitié du XIX^e siècle : compagnies ferroviaires, gouvernement et administration centrale, ingénieurs, mais aussi, dans ce cas, administration et gouvernement municipaux, qui jouèrent un rôle de premier plan. L'article d'Alain Cottereau rejoint ainsi celui de Stéphanie Sauget, non seulement dans son intérêt pour le chemin de fer dans la ville, mais aussi par son analyse des représentations de la foule, des masses et des « flux » humains par les autorités. Il croise également les problèmes rencontrés par Stéphane Gerson (local et national, bien qu'on ait parfois du mal à le concevoir pour Paris), dans le contexte particulier des années qui suivirent la Commune.

8 S'appuyant notamment sur un ensemble de documents sauvés de la restructuration des archives de la Préfecture de la Seine en 1974-1975, Alain Cottereau revient sur les débats qui précédèrent et accompagnèrent la construction du Métro. Ces controverses, qui traversent un demi-siècle (1845-1896), connaissent leur apogée aux débuts de la Troisième République. Entre les projets des compagnies de chemin de fer et ceux de conseillers municipaux, deux logiques s'affrontent qui, à travers les transports, concernent toute l'urbanisation. D'une part, pour les grandes compagnies de chemin de fer, « une extension de l'agglomération par séparation des activités et des zones d'habitat », à l'instar de ce qui avait lieu dans la capitale britannique. D'autre part, un modèle d'« urbanisation dense, compacte, étendant la polyvalence et l'entrelacs des activités urbaines » jusqu'à la périphérie, impliquant un métro de proximité destiné à aussi bien à une mobilité domicile/travail de faible rayon qu'à des déplacements dans le cadre des activités quotidiennes. Les débats sont souvent menés à la lumière de l'expérience du *tube* londonien, qui lie fortement la métropole et sa banlieue. À la fin des années 1880, ces projets deviennent l'objet d'un vaste débat public, dont la chanson « Le grand métingue du métropolitain » pourrait porter la trace. La mobilisation du Conseil municipal et des Parisiens fait échouer les projets pariant sur le développement de l'habitat en banlieue ou celui reliant les gares parisiennes sans liens avec la périphérie proche, projets mis au point par les compagnies en vue de l'Exposition de 1889. Après cet échec, et face à la montée du socialisme et du radical-socialisme, les conservateurs abandonnent au Conseil de Paris la souveraineté sur la question. Les six premières lignes du métro construites au tournant du siècle sont le fruit de ces décisions. Au-delà des débats techniques, la thèse d'Alain Cottereau suggère combien la question des modes de vie est ici posée, dans une ville encore fortement artisanale et ouvrière et à une époque où la coupure domicile-travail n'est pas tranchée comme elle l'était alors à Londres, ou comme elle l'est devenue depuis à Paris. Mais les batailles pour la création du Métro révèlent aussi, pour Alain Cottereau, les mutations des formes du débat public dans la France de la fin du XIX^e siècle. Son étude dégage les conditions dans lesquelles la démocratie locale, animée par la municipalité parisienne, a pu prévaloir sur l'alliance de l'administration centrale et des intérêts privés des grandes compagnies. Exceptionnellement documenté, l'article d'Alain Cottereau constitue une contribution majeure sur un sujet peu étudié ; c'est pourquoi nous avons choisi de lui donner une large place dans ce volume, en dépit de son format peu habituel.

9 Le quotidien des classes populaires à la fin du XIX^e siècle, ainsi que le contrôle dont elles font l'objet, sont également au cœur de l'article de Robert Beck. L'auteur se penche sur une pratique dont les historiens de la Grande-Bretagne, de l'Europe du Nord, de la Catalogne ou de l'Andalousie sont familiers, mais moins ceux de la France du XIX^e siècle : la Saint Lundi. Autrement dit, le chômage partiel ou total le lundi, dans la classe ouvrière. Cette pratique ne date pas du XIX^e siècle et de l'industrialisation, mais elle a alors connu à la fois son apogée et son déclin. Surtout pratiquée dans la moitié Nord du pays, à Paris en particulier, la Saint Lundi gagne du terrain avec les entorses de plus en plus fréquentes au repos dominical, à partir de 1830. À une fête religieuse, se substitue donc un repos proprement ouvrier, au grand dam de l'Église. Les ouvriers qualifiés, payés à la tâche ou à la pièce, ceux qui logent en garni (et non dans un logement fourni par le patron), donc souvent jeunes et célibataires, sont les plus coutumiers de la Saint Lundi, cependant pratiquée aussi par certaines ouvrières. Robert Beck montre que l'hostilité suscitée par cette fête se cristallise sur les divertissements ouvriers : cabarets, guinguettes, jeux, ripailles arrosées, aussitôt ramenées par les contempteurs de la Saint Lundi à de simples bacchanales. L'auteur décortique ce discours contre le plaisir de

l'ouvrier, où le décompte des pertes financières [pour l'ouvrier, son patron, ou pour l'économie du pays] vient renforcer l'argument moral et social. Cette rhétorique connaît son apogée après la Commune : à l'ouvrier respectueux du dimanche, du patron et vivant en famille, on oppose désormais le mauvais prolétaire, séditieux, hostile au cléricisme du repos dominical et donc adepte de la Saint Lundi. Les employeurs ne parviennent cependant à déraciner cette pratique qu'à partir des années 1880, en raison de la perte d'autonomie ouvrière qu'implique l'industrialisation, mais aussi à la faveur de la recherche d'une nouvelle respectabilité ouvrière qui lie sobriété et esprit émancipateur d'une part, alcoolisme et oisiveté de l'autre. Le repos dominical, renforcé par les lois scolaires, devient ainsi un objectif du mouvement ouvrier. C'est donc non seulement à l'étude d'une pratique sociale et culturelle que nous convie Robert Beck, mais, plus largement, à une réflexion sur la bataille pour la maîtrise du temps, du temps de repos notamment.

10 On attirera enfin l'attention du lecteur sur les comptes rendus de la *Revue d'histoire du XIX^e siècle*. Les ouvrages recensés ici relèvent de champs divers : histoire politique, militaire, sociale, culturelle, mais aussi histoire des pratiques médicales ou encore histoire sociale de la folie. Ces recensions nous font voyager de la Grande-Bretagne à l'Espagne, et de Venise jusqu'au Mexique, rendant ainsi compte d'une production historique qui ne saurait être circonscrite à l'Hexagone, ni dans ses auteurs, ni dans ses objets. Ces lectures témoignent de la volonté de la *Revue* de considérer l'ensemble de la production historiographique dix-neuviémiste dans un esprit d'ouverture et de critique, et de constituer ainsi un lieu de rencontre et de discussion pour tous les spécialistes et amateurs du XIX^e siècle.

Notes

1. Stéphane Gerson, *The Pride of place*, Ithaca (New York), Cornell University Press, 2003, 324 p. ; compte rendu d'Anne-Marie Thiesse dans la *Revue d'Histoire du XIX^e Siècle*, n° 28, 2004, pp. 189-194.
2. Raymond HUARD, « La défense du suffrage universel sous la Seconde République, les réactions de l'opinion gardoise et le pétitionnement contre la loi du 31 mai 1850 (1850-1851) », dans *Annales du Midi*, octobre-décembre 1971, pp. 315-336.
3. Louis HINCKER, *Être insurgé et être citoyen à Paris durant la Seconde République*, thèse de doctorat d'histoire sous la direction d'Alain CORBIN, Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne, 2003.
4. Sur la conception de la presse selon Émile de Girardin, voir Marie-Ève THÉRENTY et Alain VAILLANT, *1836 : l'an I de l'ère médiatique. Analyse politique et historique du journal La Presse d'Émile de Girardin*, Paris, Nouveau Monde Éditions, 2001, 388 p.

Pour citer cet article

Référence électronique

Fabrice Bensimon et Judith Lyon-Caen, « Introduction », *Revue d'histoire du XIX^e siècle* [En ligne], 29 | 2004, mis en ligne le 29 juin 2005. URL : <http://rh19.revues.org/index912.html>

Droits d'auteur

Tous droits réservés

Licence portant sur le document : Tous droits réservés